

La qualité révolutionnaire de notre régime exige que le peuple, ses intérêts, ses aspirations, et ses droits participent ensemble de nos activités.

A. Sékou Touré

Redaction - Administration - Publicité
 Adresse Télégraphique: Agutpres
 B. P. 191 - TEL. 33-66 CONAKRY



TRAVAIL - JUSTICE - SOLIDARITE
ORGANE QUOTIDIEN DU PARTI DEMOCRATIQUE DE GUINEE
 EDITE PAR LA REGIE NATIONALE DE L'AGENCE GUINEENNE DE PRESSE

SOMMAIRE

Page 2
 Congrès international sur l'Afrique francophone.

Page 3
 Pensée politique de Patrice Lumumba.

Page 4
 Une interview du Président Sékou Touré.

Ouverte samedi 15 août à KANKAN

La conférence économique sur le riz et la production minière a clos ses travaux

.. Une assemblée générale se tiendra les 14, 15 et 16 septembre prochain à Conakry

.. Le Président Ahmed Sékou Touré a assisté dimanche à la conférence régionale de Kankan

de nos envoyés spéciaux Baldé A. Alpha et Fodé Béréto

L'accueil de Kankan

Partie sous une pluie battante de l'aéroport de Conakry, la délégation que dirige S. E. Ahmed Sékou Touré est arrivée à Kankan, siège de la conférence économique sur le riz et la production minière, à 17 h 05 par un soleil brillant. Soleil gai, enthousiasme populaire et délirant, disaient déjà au Chef de l'Etat qu'il était le bienvenu dans la fédération de Kankan qui lui est reconnaissante de son action dynamique pour l'émancipation et l'unité des peuples africains, comme nous devons lire plus tard sur une pancarte. Le gouverneur de la Région de Kankan et ses homologues de Siguiri, Kéroua, Kouroussa, Dabola, Dinguiraye et Faranah, de même que les représentants fédéraux de ces régions attendaient le Président Ahmed Sékou Touré et sa suite à sa descente d'avion.

formulé le vœux d'avoir raison de la misère en s'engageant résolument dans la bataille économique, à l'assaut du sous-développement, à l'assaut des séquelles du colonialisme en Afrique, en avant pour la libération économique; telles étaient les idées forces qui se dégageaient de ce défilé très réussi.

Rehausser l'enthousiasme dans la production nationale, expliquer l'action révolutionnaire de notre grand Parti, tel est le sens de la visite du Président de la République à Kankan, où il a présidé la Conférence économique sur le riz.

L'effort du Parti et du gouvernement devant porter sur toutes les activités dans nos Régions, il est normal qu'après le café de la zone forestière, le banane en basse côte et le bétail au fouta, les cadres nationaux se retrouvent à Kankan pour étudier les méthodes de production du riz en Haute Guinée. Cette conférence, la quatrième en genre, ne sera pas moins importante; bien au contraire notre pays comme le soulignait si justement le Président Ahmed Sékou Touré est essentiellement agricole. L'industrialisation du pays est basée sur la production et la nature a placé la Guinée dans les meilleures conditions de son développement. La conférence de Kankan aura donc à fixer les normes de production pour les régions productrices de riz afin d'éviter ce paradoxe que connaît actuellement notre jeune nation qui importe sans cesse le riz. Il ne s'agira pas seulement de faire le bilan des acquis de la révolution guinéenne, il faut surtout préparer une nouvelle étape: celle du progrès réel de notre peuple. Pour résoudre les problèmes de

l'agriculture, nous avons bien sûr des obstacles à surmonter, lesquels résident d'ailleurs principalement dans le manque de cadres techniques. C'est pourquoi le Parti et le gouvernement ne ménagent pas leurs efforts dans ce domaine pour répondre aux aspirations et aux besoins de notre peuple. S'il était besoin de le prouver, le Chef de l'Etat a défini récemment devant les cadres sortant de l'école nationale d'Agricul-

ture à Foulaya les objectifs à atteindre dans le cadre du développement économique de la nation. La conférence aura à examiner également l'exploitation de nos richesses minières, diamant, or et calcaire. Il faut là encore, rationaliser la production, mettre fin à la fraude. Kankan, comme Macenta, Foulaya, et Labé doit assainir la situation économique dans le domaine du riz, du diamant et de l'or notamment.

tat actuel de l'agriculture et de l'élevage aux producteurs en fonction de nos possibilités et déterminer les moyens d'y parvenir: moyens financiers, politiques, sociaux etc... en vue d'un meilleur niveau de vie de nos populations. Nous aurons ainsi à apporter à dit, le Président Ahmed Sékou Touré, une véritable contribution au peuple de Guinée. Il a ensuite annoncé qu'une grande assemblée générale du gouvernement du B.P.N. réunissant ceux de nos fédérations se tiendra à Conakry les 14, 15 et 16 septembre prochain. Cette session, d'importance capitale sera présidée par le C.N.R. de Gueckédou. Elle sera réservée aux comités rendus à tous les niveaux, dont notamment les rapports du VIIème congrès et du C.N.R., un exposé général de tout ce qui a été fait depuis Gueckédou et de ce qui reste à faire dans le cadre des normes fixées dans les différents domaines. Soulignant enfin que le moment des discours-fleuves est révolu et qu'il y a lieu désormais de présenter des plans concrets et sur lesquels d'exécuter les tâches qui nous sont assignées, le Chef de l'Etat, a émis l'espoir que la présente conférence soit un succès éclatant dans le cadre de la révolution guinéenne.

Les travaux de la Conférence

Le temps est légèrement voilé et un soleil indécis transparait paresseusement à travers les nuages. Un vent doux souffle comme pour apporter la bénédiction du Milo qui forme la vilhôte à une ceinture argentée. C'est à ce moment que le Président Ahmed Sékou Touré, fit son entrée dans la grande salle archicentrale du Collège technique de Kankan aménagée pour recevoir la Conférence.

C'est donc à 10 h 20, que le Chef de l'Etat a ouvert solennellement la conférence économique de Kankan. Le Secrétaire général du P.D.G. a rappelé tout d'abord que d'importantes décisions avaient été prises à Gueckédou, décisions devant permettre l'accélération du processus de développement économique de la nation. Insistant plus particulièrement sur l'importance de la production nationale, le Chef de l'Etat a fait remarquer que les précédentes conférences économiques tenues à Macenta, Foulaya et Labé et

groupant les responsables de la nation, s'inscrivent dans le cadre des objectifs définis par le Parti et le C.N.R. de Gueckédou. Cette conférence économique aura donc à étudier les problèmes de l'agriculture et de l'élevage, de l'artisanat et de la production minière dont le diamant. Les décisions du Parti et du gouvernement étant suffisamment diffusées par la presse nationale et la radio, le Président, n'a pas eu à reprendre les thèmes des trois précédentes conférences économiques.

La conférence de Kankan, a déclaré le Président Ahmed Sékou Touré, se fixe des objectifs. Elle demande aux participants une contribution concrète pour mieux résoudre nos difficultés et nos problèmes. Comme les précédentes conférences, a-t-il dit, à Kankan, nous devons obtenir des suggestions objectives visant à atteindre les objectifs que nous nous sommes assignés. La conférence de Kankan a, à fixer, des normes de production dans l'é-

La vie dans la Nation

La Conférence de Kankan Un pas de géant vers l'Unité

(Suite de la première page)

le Parti, le gouvernement et le peuple guinéens, ont consacré la plus grande partie de leurs efforts à des travaux d'ordre social : construction d'hôpitaux, de dispensaires, d'édifices scolaires et bâtiments divers. Le Président de la République a ensuite rappelé les tâches immenses auxquelles s'est attelé notre pays depuis le VIème congrès, à savoir le développement économique dans tous les domaines. C'est ainsi qu'il devait expliquer les raisons qui ont fait que le gouvernement et le Parti ont décidé la création de notre monnaie nationale en mars 1960, création indispensable à une économie contrôlée et contrôlable. Autant il y a de besoins, autant il y a de travaux à accomplir et le Parti n'a jamais ménagé ses efforts pour faire comprendre la nécessité de travailler de façon rationalisée d'où la planification. Et le Chef de l'Etat d'exposer brièvement les objectifs de notre plan septennal. Le Chef de l'Etat a également rappelé que le C.N.R. de Gueckédou a décidé d'intensifier l'industrialisation de notre pays, afin de le sortir totalement de l'ornière de l'économie coloniale et il prit alors un exemple saisissant pour concrétiser sa pensée. Nous voulons, a-t-il dit, confectionner des tissus en Guinée même et limiter nos importations dans ce domaine. Mais pour faire des tissus, il faut du fil, donc du coton, nécessité absolue de produire suffisamment de coton pour alimenter nos usines en chantier. Nous voulons, quant à nous, aider et organiser les cultivateurs, mais ne convient-il pas que l'homme ne peut rien obtenir sans fournir l'effort, l'énergie indispensable. Il faut donc s'atteler à la tâche, car qui veut être et rester libre, qui aime sa dignité doit travailler. S. E. Ahmed Sékou Touré devait alors souligner l'importance de la masse paysanne, 85% de la population, d'expliquer qu'il n'y a pas de sot métier et que chacun doit fournir le maximum d'efforts dans son secteur. Le premier guinéen invita enfin les paysans à augmenter leurs moyens de production, de mieux penser leurs méthodes de travail.

Chypre

Suite de la page 4

pas auquel, il convient maintenant d'associer les deux communautés de l'île; car aucune solution, tout au moins viable, ne doit être prise sans la présence des représentants de ces entités. La paix et la sécurité dans l'île sont à notre avis, à ce prix,

La parole était ensuite donnée à M. Ismaël Touré, ministre du Développement économique qui devait parler de l'exploitation du diamant et de l'or. Nous reviendrons sur les interventions des ministres Barry Sory et Touré Ismaël.

La séance devait reprendre à 17 h. avec les interventions des fédérations.

Une commission de travail a été constituée et a siégé toute la matinée de dimanche.

Parallèlement, une conférence régionale des cadres a groupé autour du Chef de l'Etat, le gouverneur, les membres du bureau fédéral et des comités directeurs des sections de la Région et les présidents et présidentes des la section centrale de Kankan.

La séance plénière a repris à 12 heures et a été consacrée à la lecture des résolutions de la conférence. Dans l'après-midi à partir de 16 heures, un grand meeting de clôture a groupé tous les militants et militantes de Kankan et des environs à la Place de l'indépendance.

LA COMPLEXITE

Suite de la page 4

firmé au cours de la conférence du Caire, que « le moment est au courage ».

Congrès international sur l'Afrique francophone

Un congrès international sur l'Afrique d'expression française s'est ouvert hier lundi à Washington sous les auspices de l'Université Georgetown.

L'initiative de ce premier congrès du genre à siéger aux Etats-Unis revient conjointement à l'Université de Georgetown, à la fondation Ford, à l'Institut afro-asiatique et au département des affaires culturelles du Département d'Etat.

Ce congrès dont le but est d'encourager l'étude de l'Afrique francophone dans les Universités des Etats-Unis entendra plusieurs exposés des professeurs des grandes universités européennes, africaines, américaines et canadiennes.

Rappelons que la Guinée y est représentée par M. Mamba Sano.

Suite de la page 4

gouvernement d'union qui a été préconisé par le Ghana a été accepté dans son principe en tant qu'aboutissement logique des efforts des Etats vers l'unité réelle de l'Afrique. Et la conférence du Caire a été assez sage, elle a compris qu'il n'était pas nécessaire de rédiger une constitution et encore moins d'élire tout de suite un gouvernement : qu'il était d'abord nécessaire de déterminer les bases concrètes de l'unité africaine, et j'espère que le Conseil des ministres qui a été saisi de ce travail d'élaboration d'un programme pouvait faire ressortir toutes les conditions objectives d'une véritable unité africaine, pour se rendre compte que dans les domaines économiques, dans les domaines sociaux, dans les domaines culturels, militaires, etc... nous avons de gros efforts à déployer pour harmoniser les réalités de nos Etats, créer en un mot les bases d'une véritable unité africaine à partir desquelles une constitution pourra être élaborée. On commence donc le travail par là où il devait être commencé depuis longtemps; faire l'inventaire de nos possibilités et nous lutterons contre les

Oui, nous devons avoir le courage de lutter contre nous-mêmes pour nous rendre toujours meilleurs serviteurs des intérêts de nos masses populaires qui nous font confiance et devant lesquels nous sommes responsables. Nous devons avoir le courage de transcender nos contradictions internes et cultiver l'esprit de l'Unité Africaine conformément à la volonté de nos peuples africains.

Nous devons avoir le courage de faire face à nos difficultés et rechercher dans l'honneur de la dignité les solutions qui conviennent dans l'intérêt bien compris de nos populations.

Nous devons avoir le courage de dénoncer tous les accords qui nous l'entrent dans l'impérialisme. Et en tout premier lieu, nous devons avoir le courage de débarrasser des 56 bases militaires étrangères qui, du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest, infestent notre continent pour lequel elles constituent des foyers permanents d'insécurité. Surtout en ce moment où l'impérialisme pris dans ses propres contradictions ne semble plus trouver d'issue qu'à travers le déclenchement d'une nouvelle conflagration mondiale dont les prémonitoires se manifestent déjà à Chypre et dans le Sud-Est asiatique, cependant qu'à Genève, le tapage de diversion se poursuit inlassablement autour d'un soit-disant désarmement partiel ou général.

Naturellement, pour braver tous ces obstacles, nous devons, comme dit l'autre, avoir, le courage de nous guérir de la « complexité », ou mieux du complexe d'infériorité; ce faux sentiment qui pousse constamment à douter nos propres valeurs et de nos propres moyens,

caractéristiques négatives en vue de servir la cause commune de nos Etats qui pourra alors être concrétisée plus tard dans une constitution, celle d'un gouvernement d'union.

ADDIS-ABEBA
CAPITALE INDIQUEE
DE L'O.U.A.

Question. — Le Caire, avez-vous dit tout à l'heure, M. le Président, a été beaucoup plus précis qu'Addis-Abéba quant aux résolutions adoptées, quant aux décisions prises, et au Caire vous avez notamment fixé définitivement le siège permanent de l'O.U.A. à Addis-Abéba et vous avez également élu le secrétaire général de l'O.U.A. en la personne de notre frère guinéen, M. Diallo Telli. Je voudrais vous demander votre opinion sur ces décisions.

Réponse. — Je dirais que les deux décisions me paraissent justes. Addis-Abéba est indiqué pour rester encore le siège de l'O.U.A. et la décision du Caire a été prise à l'unanimité, cela veut dire que toutes les délégations gouvernementales approuvent Addis-Abéba comme le lieu le plus indiqué pour le siège de notre grande organisation; quant à la candidature de M. Diallo Telli, elle a été adoptée par une majorité assez reconfortante; j'ai déjà remercié la conférence de la confiance qu'elle a bien voulu placer tout d'abord dans la République de Guinée et ensuite dans l'un de ses fils Diallo Telli. J'ai exprimé l'espoir que la confiance placée en Diallo Telli sera remplie et dignement remplie.

Question. — D'aucuns avaient pensé au lendemain d'Addis-Abéba que l'O.U.A. était en fait une organisation mort-née en ce sens que dès le lendemain de cette conférence, des conflits frontaliers ont assombri le ciel des relations africaines, notamment ceux qui ont d'une part opposé l'Algérie au Maroc, d'autre part la Somalie au Kenya et au l'Ethiopie. Que pensez-vous M. le Président de ces conflits et quelles solutions jugez-vous nécessaires aux Africains de trouver rapidement pour éviter de tels conflits?

Réponse. — Ces conflits, ont des bases objectives, mais pour ma part, ils ont été davantage favorisés par nos ennemis communs, ceux qui ont été surpris de voir l'Afrique sceller son unité à Addis-Abéba et qui avaient intérêt à rallumer les vieilles querelles entre les Etats. L'O.U.A. a heureusement démontré sa vitalité en mettant fin au caractère violent de ses conflits qui opposaient d'une part comme vous le dites, l'Algérie au Maroc et d'autre part la Somalie à ses deux voisins, l'Ethiopie et le Kenya. Mais je dois signaler qu'une résolution importante adoptée par la conférence du Caire, précise que toutes les frontières qui existaient avant la naissance de nos Etats, doivent être respectées, considérées comme les frontières définitives de nos Etats. Je garde donc l'espoir que le respect de cette résolution mettra fin à d'éventuels conflits.

Question. — Nous avons vu tout à l'heure, avec la proposition du Président Kwamé N'Krumah, qu'il fallait arriver très rapidement à un gouvernement d'union au niveau de tous les Etats d'Afrique; d'autres, par contre, pensent qu'il est bon de créer et de continuer de faire vivre des groupements régionaux. Quel est votre sentiment en ce sens?

Réponse. — Les deux sont complémentaires. Si l'Afrique pouvait tout de suite remplir toutes les conditions favorables à la constitution immédiate d'un gouvernement d'union, l'Afrique n'attendrait pas; elle constituerait tout de suite ce gouvernement. Malheureusement pour le moment il y a beaucoup de contradiction entre les Etats africains. Nous avons signalé que dans les domaines politiques, économiques, culturels, militaires, il y a des différences considérables entre les régimes qui existent en Afrique. C'est pour cette raison que les groupements régionaux pourraient constituer des approches vers l'unité continentale; les groupements régionaux s'inscrivent donc comme des pas positifs vers l'unité africaine. Nous pourrions tenter des efforts dans les deux sens d'une part sur le plan continental, d'autre part sur le plan régional, pourvu qu'il y ait beaucoup plus de compréhension, beaucoup plus de facteurs de cohésion en Afrique que de facteurs de division. Les groupements régionaux pourront bien servir la cause de l'unité continentale qui sera parachèvement par la constitution d'un gouvernement africain.

POUR RENFORCER L'UNITE

Question. — M. le Président, en conclusion de cette interview que vous avez bien voulu m'accorder avec autant d'amabilité, je voudrais vous demander de nous dire ce que vous préconisez personnellement pour le renforcement de l'unité africaine?

Réponse. — Le renforcement de l'unité africaine suppose beaucoup de conditions; mais l'Afrique, ce ne sont pas les Chefs d'Etat, ni les membres des gouvernements. L'Afrique, c'est l'ensemble des peuples d'Afrique. L'unité africaine implique par conséquent non seulement une volonté commune des Chefs d'Etat, des gouvernements africains, mais aussi et surtout une large compréhension entre tous les peuples africains, le renforcement des bases de leur fraternité, de leur amitié et la coopération la plus étroite possible entre toutes les sociétés africaines. L'unité africaine comme nous l'avons dit est une construction de longue haleine; elle touche tous les domaines de l'existence de l'Afrique. C'est donc qu'il est demandé à tous les Africains, aux responsables comme aux citoyens des villes et des villages d'abord l'esprit de l'unité, la volonté de l'unité, la foi dans l'unité, et c'est à travers les activités de tous les jours que l'unité deviendra la réalité, réalité qui fera le bonheur de tous les africains.

La Guinée... l'Afrique... le monde...

A la différence de certains nationalistes africains qui estimaient que la conquête de l'indépendance politique mettait fin à la révolution de libération nationale, l'indépendance politique n'était pas pour Lumumba un but en soi, mais une condition indispensable pour procéder à de vastes réformes économiques et sociales. Dans l'un des premiers appels gouvernementaux qu'il adressa au peuple, il déclara que «des réformes profondes étaient envisagées dans tous les secteurs» afin que dans quelques mois, quelques semaines, «notre pays ait une autre physionomie». (p. 205).

D'après Lumumba, la lutte de libération devait donner au peuple non seulement la liberté, mais aussi le bien-être matériel. «Nous savons très bien, disait-il, que l'indépendance politique ne sera pas profitable à notre peuple si elle n'est pas accompagnée immédiatement d'un développement économique... Il faut que cette indépendance signifie pour nous l'amélioration des conditions de vie des Congolais.» (p. 140.)

Lumumba se rendait parfaitement compte que le développement du pays est impossible sans une aide économique, technique et financière venant de l'étranger. Il était partisan de la coopération économique avec tous les pays, capitalistes ou socialistes. Mais il voyait également le danger que présente la collaboration avec les puissances occidentales. A la conférence de la Table Ronde, il laissa entendre à leurs représentants qu'ils ne devaient pas

La pensée politique de Patrice LUMUMBA

Suite de notre précédent numéro

compter sur leur aide pour de nouveau asservir le Congo.

«Les portes du Congo, disait-il à la séance de clôture, seront largement ouvertes aux hommes de bonne volonté qui sont disposés à nous aider. Par contre, nous n'accepterons pas chez nous des gens et des puissances qui ont des visées impérialistes. Nous préférons la liberté dans la pauvreté à la richesse dans la domination» (p. 166).

Une étude superficielle de l'attitude de Lumumba envers le capital étranger peut donner à penser qu'il avait dans ce domaine des buts modérés. Mais dans une de ses interventions répondant à la question si son gouvernement avait l'intention d'en finir avec l'exploitation, il dit sans aucune ruse diplomatique :

«Pour le moment, toutes nos richesses et toutes ces matières premières, tout ce qui constitue le revenu national, nous n'en bénéficions presque pas, ou dans une part insignifiante. Mais si nous avons notre pays demain, le **revenu national sera consacré exclusivement à améliorer les conditions de vie des travailleurs.** Comment voulez-vous que nous puissions améliorer les conditions

de vie des travailleurs tant que nous avons la puissance coloniale qui raffe tous les bénéfices.» (p. 51.)

Comment, en effet, améliorer le standing du pays? Rien qu'en mettant fin au pillage du pays par les monopoles étrangers. Lumumba s'en rendait parfaitement compte. Si on lui avait laissé la possibilité de résoudre les problèmes économiques et sociaux, il aurait sans aucun doute fait preuve de la fermeté sur les principes et de l'inflexibilité qui lui étaient propres. Jean-Paul Sartre, qui a préfacé le livre, dit que si les événements avaient pris ce cours, Lumumba se serait trouvé devant le dilemme: néo-colonialisme ou socialisme? Sartre répond, et je suis parfaitement d'accord avec lui: «N'ayons aucun doute sur le choix qu'il eut fait.» (p. XX.)

D'après Sartre, c'est précisément cette perspective qui effrayait le plus les colonialistes. C'est ce qui fit qu'ils considéraient Lumumba comme leur ennemi numéro un. Et cette perspective décida de son sort. Ce n'était pas néanmoins le seul facteur.

Lumumba était un combattant ardent pour l'unité africaine. Quand sa célébrité politique était encore restreinte au cadre national, il obtint, aux prix d'immenses délégations congolaises à la pré-délégation congolaise de participer à la première conférence des peuples d'Afrique qui se tint à Accra en 1958. Il prononça à cette conférence un discours enthousiaste appelant les Africains à s'unir «malgré les frontières qui nous séparent, malgré nos différences ethniques», pour «faire de ce continent africain un continent libre, heureux, dégagé de l'inquiétude, de la peur, de toute domination coloniale.» (p. 12.)

Lumumba n'avait rien d'un prédicateur. Lorsqu'une idée s'emparait de lui, il mobilisait toute son énergie pour la réaliser. Dans des conditions extrêmement difficiles, il trouve des forces pour organiser en août 1960, à Léopoldville, une conférence panafricaine. Dans une allocution passionnée, il appelle les participants à passer au plus vite des paroles aux actes afin de réaliser l'unité africaine. Il ébauche en même temps un programme des objectifs de l'unité africaine, programme qui anticipe en bien des points sur la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine adoptée trois ans plus tard à Addis-Abéba. Lumumba ne vécut pas jusqu'à ce jour, mais il mérite d'être nommé l'un des piliers de l'unité africaine.

L'unité africaine n'était pas pour lui un schéma aride ni un prétexte aux discours grandiloquents. L'unité africaine ne valait pour lui que parce qu'elle pouvait servir la cause de la libération de l'Afrique du joug étranger. «La solidarité africaine, disait-il, doit se concrétiser

aujourd'hui dans les faits et dans les actes... Pour ce faire, je suggère que les gouvernements déjà indépendants apportent toute leur aide et appui aux pays non encore autochtones», (p. 29). Le Comité des 9, créé dans le cadre de l'Organisation de l'Unité Africaine pour aider les peuples luttant pour l'indépendance nationale, est une matérialisation de cette idée.

Pour Lumumba, le sort de son pays était indissolublement lié à celui de toute l'Afrique. Il est incontestable que si la République du Congo était gouvernée par Lumumba, elle aurait accordé son aide et son soutien aux combattants de l'Angola et du Mozambique, à ceux de la République sud-africaine et de la Rhodésie du Sud, aux organisations révolutionnaires des pays africains jouissant d'une indépendance formelle, mais, de fait, privés de liberté. Le Congo disposait de tout le nécessaire pour cela: un vaste territoire au cœur de l'Afrique, des frontières communes avec l'Angola. Il n'était pas éloigné des autres territoires non libérés et possédait d'immenses ressources économiques.

Parmi les derniers documents que nous trouvons dans le livre, une lettre de Lumumba à son ami, Antoine Gizenga: «Mon cher Antoine», s'adresse-t-il à Gizenga, et lui fait savoir ensuite qu'il s'est entendu avec Félix Moumié, leader du mouvement de libération camerounais, pour que le Bureau de son parti s'installe à Léopoldville, et que ses collègues puissent s'y rendre aux frais du gouvernement congolais. Lumumba demande à Gizenga d'aider Moumié: «Tu peux prendre toutes les dispositions utiles pour mettre au point un programme concret dans le sens des propositions formulées par nos camarades.» (p. 385).

La lutte menée par Lumumba pour l'unité africaine a suscité la haine des colonialistes belges, des conservateurs anglais, des racistes de la R.S.A. et de la Rhodésie du Sud, des monopolistes américains. Ce fut l'une des causes qui incitèrent les impérialistes à éliminer Lumumba coûte que coûte.

Toute une vie au service du peuple

La grandeur de Lumumba est également en ce que ses idées sont valables pour toute l'Afrique: sa conception de l'indépendance authentique peut servir jusqu'à présent de programme non seulement pour les pays qui luttent pour l'indépendance politique, mais aussi pour ceux qui veulent se débarrasser du joug néo-colonialiste. La Charte de l'unité africaine est pénétrée des idées de Lumumba, qui longtemps encore seront un phare qui éclairera la voie du peuple congolais et de nombreux autres peuples d'Afrique

Grâce à son talent, Lumumba a su se faire une place dans la couche privilégiée d'Africains instruits que l'administration belge avait formés pour se faire servir. Il pouvait compter sur une situation relativement bien rémunérée, bien que les possibilités de faire carrière fussent limitées dans les conditions du régime colonial. De nombreux Noirs, qui avaient le même âge que Lumumba, étaient satisfaits de leur situation «privilégiée».

Le choix de Lumumba fut autre. De sa prison de Stanleyville, il écrivait à son camarade Van Lierde: «Si j'ai tout sacrifié (ma situation, ma famille, mes loisirs), c'est pour servir notre Patrie.» (p. 99.)

Lumumba lutta jusqu'à la mort. Rien ne pouvait l'arrêter: ni les menaces, ni la prison, ni la trahison de ceux à qui il faisait confiance. Si l'on peut parler de ses faiblesses, nous ne pouvons en constater qu'une seule: c'est sa confiance illimitée et presque enfantine. Nous trouvons dans le livre l'épisode suivant. Lumumba, ayant reçu des papiers qui prouvaient d'une manière irréfutable la trahison d'un ministre, allait trouver ce ministre, lui montrait ces papiers et lui demandait:

— Es-tu un traître? Regarde-moi dans les yeux et réponds.

Si le ministre niait purement et simplement, Lumumba partait en lui disant:

— C'est bien, je te crois.

Lumumba est mort la tête haute

Dans une lettre adressée à sa femme, quelques jours avant sa mort Lumumba écrivait: «Ni brutalités, ni sévices, ni tortures ne m'ont jamais amené à demander la grâce car je préfère mourir la tête haute, la foi inébranlable et la confiance profonde dans les destinées de mon pays plutôt que de vivre dans la soumission et le mépris des principes sacrés.» (p. 390).

Il est mort la tête haute. Quand Munongo (maintenant ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Tshombé), des officiers belges et des soldats katangais exécutaient sous ses yeux Mpoio et Okito, Lumumba savait que son heure avait sonné. «Patrice Lumumba, debout, regarde héroïquement la brute immonde qui va le percer de sa baïonnette avant que les balles ne l'achèvent», décrit Van Lierde la mort de Lumumba (p. 401).

Lumumba se dresse de toute sa taille des pages du livre de Lierde. Infatigable, impuissant, tribun passionné, polémiste brillant, incorruptible, inébranlable dans sa volonté courageuse et résolu, c'est un Robespierre noir, comme l'a nommé Jean-Paul Sartre.

Le livre n'est pas un simple recueil de discours et de documents, mais un reportage émouvant de la période de la lutte pour l'indépendance du peuple congolais, lorsque le mouvement avait Patrice Lumumba pour leader.

Y. Boichkarev

Les émissions de la Voix de la Révolution

La Voix de la Révolution Radiodiffusion de la République de Guinée émet de Conakry le matin et la mi-journée sur :

214 m 1403 kcs en ondes Moyennes.

48 m. 74. 6155 kcs.

et 88 m. 60. 3385 kcs en Ondes Courtes.

Le soir en Ondes Moyennes sur :

214 m 1.403 kcs et en Ondes Courtes.

Sur 88 m. 60. 3.385 kcs et 34 m 08 9.650 kcs.

programme d'aujourd'hui

12 h 32 : Déjeuner en musique.

12 h 45 : Journal parlé.
13 h 00 : Avis et communiqué.

13 h 15 : Intermède de rythme.

13 h 30 : Fin d'émissions.
16 h 00 : Musique et chants des Fédérations.

16 h 20 : Le monde rural.

16 h 45 : où irez vous ce soir ?

17 h 00 : le Magasin de la Radio.

17 h 20 : Information en Foula.

17 h 45 : Informations en Soussou.

18 h 10 : Informations en malinké.

18 h 35 : Informations en Kissi.

19 h 00 : Informations en Toma.

19 h 25 : Informations en Guerzé.

19 h 45 : Chronique éducative.

20 h 00 : Journal parlé

20 h 30 : Buletin en Anglais.

20 h 40 où irez vous ce soir ?

20 h 55 : Intermède (Cora et Balafon).

21 h 00 : Théâtre africain.

21 h 15 : Culture pour

21 h 30 : chanson des jeunes.

21 h 45 : chœurs de la J.R.D.A.

22 h 00 : soirée dansante.

23 h 45 : journal parlé.

0 h 00 : Arrêt des émissions.

TRAVAIL — JUSTICE — SOLIDARITÉ

Organe
Quotidien
du
Parti
Démocratique
de GuinéeCOMPTE CHEQUES POSTAUX 6975
BANQUE REPUBLIQUE DE GUINEE
3-34-32

Le problème cypriot

Le calme règne toujours à Chypre où le cessez-le-feu demeure effectif. Le général Thimaya, commandant des forces de l'O.N.U. qui s'était rendu à Kokkina dans le camp grec, en compagnie du général Grivas, y est retourné mais cette fois avec un officier cypriot turc. Le général Thimaya a visité le réduit où quatre à cinq cents hommes, et avec eux cent cinquante femmes et enfants, sont toujours encerclés.

« La Grèce est disposée à oublier ses griefs contre la Turquie et à se retourner vers l'avenir, déclare en substance, M. Papandreu, premier ministre grec, dans la réponse qu'il a adressée jeudi au message de son homologue turc, M. Ismet Inonu. Les observateurs estiment que M. Papandreu se montre ainsi favorable à l'ouverture d'un dialogue greco-turc proposée par M. Inonu pour régler non seulement le problème cypriot mais toutes les questions pendantes entre les deux pays. Dans son message le premier ministre grec affirme être sans réserve en faveur de l'établissement de la paix à Chypre, fait qui interviendra, dit-il, si la Turquie se conforme à la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies.

A Nicosie, Mgr Makarios s'apprête à exposer le point de vue cypriot, sur ces négociations à M. Tuomioja qu'il recevra mercredi prochain. L'ethnarque signifiera, croit-on savoir, au médiateur de l'O.N.U. que « le problème cypriot ne doit pas être réglé dans le dos du peuple cypriot ».

Le malaise soudain qui vient de terrasser M. Sakari Tuomioja est le second facteur imprévu, après le message de M. K. à Mgr Makarios, qui affecte la crise cypriot au cours des dernières vingt-quatre heures. Alors qu'un optimisme relatif regnait, ces derniers jours, à Genève, les observateurs se demandent maintenant dans quelle mesure la mise à l'écart vraisemblablement prolongée du médiateur des Nations-Unies pour Chypre, affectera la solution du problème de l'île. M. Tuomioja devait partir hier après-midi pour Ankara puis Athènes. Jusqu'à présent il avait soigneusement évité de se prononcer sur aucun des plans proposés pour Chypre.

« La Turquie est prête à envisager l'adoption d'un nouveau statut pour Chypre pourvu que soient garantis les droits et la sécurité de la communauté turque de l'île ainsi que la sécurité de la Turquie elle-même, a déclaré lundi le représentant turc aux conversations de médiation sur l'affaire cypriot menées à Genève par M. Sakari Tuomioja.

« Toute modification apportée aux accords de Zurich, à propos du statut de Chypre, doit s'accompagner en retour de concessions satisfaisantes accordées à la Turquie. Nous sommes dans notre droit en présentant cette demande » a ajouté M. Erim Nihat.

On voit donc que l'idée d'un dialogue se trouve partagée par la Grèce et la Turquie. C'est un

(Suite page 2)

Echos du second sommet africain

LA COMPLEXITE

par El-Hadj Makassouba Moriba

Poursuivant la série d'articles qu'il consacre aux travaux de la Conférence Africaine au sommet du Caire, El Hadj Magassouba Moriba, directeur du Cabinet du ministre de la Défense nationale et de la Sécurité, traite aujourd'hui de la « Complexité », une des « trois maladies » qu'un orateur du deuxième sommet a cru devoir diagnostiquer à l'endroit de l'Afrique.

C'est pour une nouvelle introduction et je demande au lecteur de ne consulter aucun dictionnaire fut-il le Littré. Il n'y trouvera rien de semblable. C'est le propre de l'Histoire de trouver ou de forger des mots nouveaux pour marquer les grands événements.

Ainsi avec les guerres, nous connaissons des verbes, tels que « balkaniser », « concentrer », « dunkerquer », « salerner », etc... La politique aussi a son néologisme et la conférence du Caire en juillet dernier, nous en a offert une occasion qui ne manque pas de saveur.

Oui, c'est au sommet africain du Caire que le mot « complexité » a été lancé. Et tout le monde de se tordre le boyau de rire... Pourtant, l'image était là et l'explication aussi qui voulait dire maladie, puisqu'en médecine le suffixe « ite » signifie « inflammation ». Donc état de morbidité. Et notre néologue de formuler ses inquiétudes quant au développement de cette maladie spéciale qu'il appelle la « complexité » et qui semble gagner de plus en plus certains de ses collègues.

Mon propos ne sera pas de badiner comme l'orateur du Caire qui voudra bien excuser l'utilisation de son néologisme pour titrer cet article.

Et ce faisant, tout le monde sait que depuis septembre 1958, le grand vent de la liberté ne

cesse de souffler d'une manière impétueuse sur le continent africain ; que partout, brisant les chaînes de l'esclavage et de l'exploitation, l'Afrique recouvre son indépendance. Déjà 34 pays ont reconquis leur souveraineté nationale, leur personnalité. Rythme appréciable, mais lent pour des peuples assoiffés de liberté, d'unité et de progrès. Et parallèlement à cette libération, l'Afrique tient à se ressouder dans ses différentes parties, harmoniser l'économie complémentaire de ses Etats, garantir la sécurité de ses peuples et promouvoir le développement de son patrimoine : économie, social, culturel et moral. Mais la réalisation de ces options fondamentales, de ces grands objectifs qui sont autant de raisons de lutte pour les peuples africains, est incomptable avec certaines attitudes qui sont des signes évidents de la « complexité » pour reprendre le terme du néologue du Caire, autrement dit du complexe d'infériorité, dont sont victimes certains responsables africains vis-à-vis de l'ancien colonisateur.

Cependant, deux faits importants sont à retenir dans le processus actuel de l'évolution de l'Afrique :

Le premier est que les peuples africains, en raison même de la condition de vie inhumaine qui leur a toujours été faite, deviennent de plus en plus conscients du rôle primordial que doit jouer l'Afrique dans le maintien de l'équilibre et de la paix dans le monde ; aussi, ont-ils choisi définitivement de se libérer et de s'unir. Et cette « volonté africaine » qui s'affirme chaque jour davantage ne peut souffrir de quelque compromission que ce soit, encore moins du complexe d'infériorité vis-à-vis de l'ancien colonisateur, ou de toute autre puissance étrangère. La reconquête de la liberté,

Ivoirienne, que nous publions ci-contre, lève le voile sur les travaux du second sommet africain du Caire.

Question. — M. le Président, je voudrais tout d'abord vous demander de nous donner vos impressions sur cette deuxième conférence des Chefs d'Etat africains.

Réponse. — La conférence du Caire a eu des résultats qui ont dépassé mes espérances, car j'avoue, conformément d'ailleurs à l'esprit du discours que j'ai prononcé dès le 18 juillet, avoir pensé que la conférence du Caire n'aurait pas pu aboutir à des

résultats complets. En effet, je trouvais que la conjoncture politique générale de l'Afrique paraissait moins bonne que celle qui se présentait dans notre continent au lendemain de la conférence d'Addis-Abéba. Les résultats ont été positifs ; j'attribue ce succès aux résultats des contacts humains entre les leaders politiques, les Chefs d'Etat et de gouvernement, aux conversations amicales fraternelles qu'ils ont pu avoir tout le long de la conférence, et c'est grâce à cette large compréhension mutuelle des réalités des différentes nations africaines que la démarche vers l'unité a connu une véritable accélération. Les problèmes les plus ardues ont été abordés donc avec un esprit très réaliste, un esprit de compréhension et surtout une volonté d'aboutir. Les résolutions que vous aurez à communiquer, je l'espère aux populations sœurs de Côte d'Ivoire démontreront en effet à celles-ci que la confiance placée par les masses africaines dans l'O.U.A. est bien placée, et qu'en tout cas des résultats du Caire ont la même importance que ceux d'Addis-Abéba et même plus. Dans beaucoup de domaines, d'Addis-Abéba et même plus, décisions ont été plus précises et les objectifs ont été autant précis. Pour ma part la conférence du Caire fait faire un pas de géant à l'unité africaine.

Le gouvernement d'Union

Question. — M. le Président, votre discours avait été particulièrement apprécié au cours de cette conférence du Caire, mais un autre discours a été très entendu, c'est celui qu'a prononcé le Président Kwamé N'Krumah qui, comme à Addis-Abéba, a préconisé la constitution très rapide d'un gouvernement d'union au niveau de tous les Etats d'Afrique. Quelle est votre opinion sur ce gouvernement d'union ?

Réponse. — Le gouvernement d'union a été largement traité dans mon discours sous le double aspect de l'idée et de son contenu.

L'idée ne peut être rejetée par aucun Etat africain ; l'ensemble de nos Etats ayant opté pour l'unité africaine, il va sans dire que la construction de cette unité requiert tous les efforts de nos Etats, de nos partis, de nos peuples. La forme institutionnelle de l'unité africaine ne pouvait pas précéder les réalités concrètes de l'unité. L'esprit de l'unité est né et s'est d'abord concrétisé à Addis-Abéba.

La pratique de l'unité nous a amené à la constitution d'organismes communs en vue de coordination des activités des Etats africains. Maintenant des objectifs unitaires sont également fixés s'est vers eux que tendent tous les efforts de nos Etats ; je

(Suite page 2)

(Suite page 2)